

Une étude récente de l'ADEME s'est penchée sur le tissu économique d'Amiens Métropole, du Pôle Métropolitain de l'Artois et du Pays de Saint Omer, trois territoires ayant développé des politiques soutenues par Rev3. Elle démontre que les plans de rénovations thermiques, d'économie circulaire et de production d'énergie sobres ont créé des richesses directes ainsi que des emplois pérennes sur les trois territoires, ce qui peut être un avantage fort pour les politiques économiques dans les quartiers prioritaires de la ville.



LA 3^{ÈME} RÉVOLUTION INDUSTRIELLE EN HAUTS-DE-FRANCE

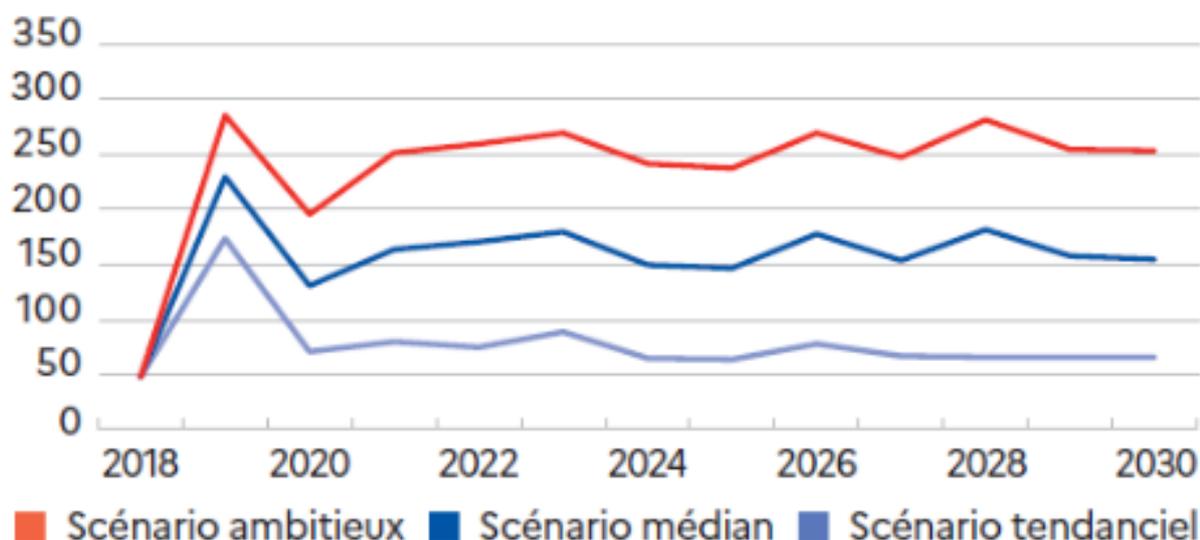
L'étude entend quantifier l'impact des financements Rev3 sur le tissu économique des métropoles en prenant en compte la création d'emplois directs et indirects, la production locale générée ainsi que la commande à des entreprises locales. Les premiers résultats obtenus depuis 2019 sont ensuite projetés jusqu'en 2030 selon les stratégies des territoires et selon 3 scénarios de transitions (scénario qui prolonge les dynamiques actuelles, scénario médian et scénario ambitieux).

L'étude fournit ainsi quelques enseignements qui peuvent bénéficier à des territoires voulant adapter leur production locale aux objectifs de décarbonation :

Les politiques de transitions créent des richesses et de l'emploi

- **Les niveaux de retombées économiques peuvent être supérieurs aux niveaux d'investissements mobilisés par les collectivités.** 1€ investis ont ainsi rapportés **1,5€ de richesse locale** sur le Pôle Métropolitain de l'Artois pour des politiques de rénovation thermique et 1,3€ sur la Communauté d'agglomération du Pays de St Omer pour des filières papiers-cartons et alimentation en économie circulaire.
- **Les créations d'emplois peuvent aussi répondre à des besoins importants sur le territoire.** Ce sont généralement des **emplois non délocalisables, pouvant convenir à des travailleurs qualifiés comme non-qualifiés.** A Amiens Métropole, par exemple, le développement d'énergie renouvelable permettrait de mobiliser annuellement **160 emplois à temp complets par an**, dont 40% seraient pérennes, afin d'assurer l'entretien du matériel. Sur le Pôle Métropolitain de l'Artois, ce serait **3250 emplois à temps complet** mobilisés par an pour un plan de rénovation thermique de logement social ambitieux, la plupart des acteurs étant des Petites ou Moyennes Entreprises (PME), ceci sans compter les **emplois induits**, c'est-à-dire les emplois qui peuvent être créés grâce à une hausse du pouvoir d'achat

Figure 3 : emplois mobilisés selon les trois scénarios (en ETP)

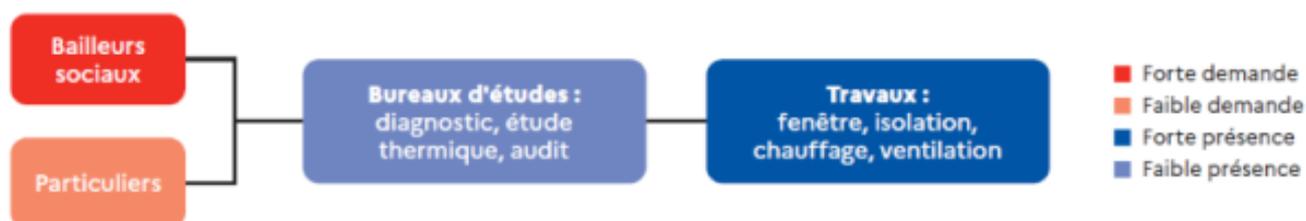


Projection d'emplois mobilisés pour la Métropole d'Amiens, selon la production d'énergie renouvelable envisagée.

Les bénéfices économiques dépendent de l'accompagnement des pouvoirs publics.

Les résultats projetés par les études sont issus du scénario médian, et par conséquent probables. Le ratio de retombées économiques par euro investis est peu variable selon les trois scénarios, mais **plus les stratégies du PCAET ou les stratégies économiques comportent des objectifs ambitieux, plus les retombées économiques sont importantes.**

Figure 6 : chaîne de valeur simplifiée de la filière rénovation énergétique du bâtiment



L'étude relève l'intérêt de développer l'offre de bureau d'étude sur le territoire du Pôle Métropolitain de l'Artois pour territorialiser l'ensemble de la création de richesse

De même, la création de richesse dépend de multiples **leviers que les collectivités territoriales peuvent activer**. A Saint-Omer par exemple, la dynamique de la filière d'alimentation en circuit court dépend notamment d'une demande soutenue de la part de la restauration collective, ainsi que d'une hausse des collectes de déchets recyclables.

Surtout, la création d'une demande à partir des politiques de transition ne garantit pas une création d'emploi automatique, mais demande une mobilisation pour garantir que les **bénéfices économiques soient bien territorialisés**. Si les emplois opérationnels sont généralement non-délocalisables, les emplois d'études, par exemple, peuvent ne pas être localisés sur le territoire et

donc amener à une mobilisation d'acteurs nationaux.

Il est d'autant plus important de penser conjointement les politiques de transition écologique avec des **dispositifs de formation adaptés aux métiers émergents**, à proposer dans les établissements du territoire mais aussi pour des personnes en reconversion.

Pour retrouver les multiples résultats de l'étude conduite par l'ADEME:

**RETOMBÉES ÉCONOMIQUES LOCALES INDUITES
PAR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE
ET LA TROISIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE REV3
DANS LES HAUTS-DE-FRANCE**



EXPERTISES

**ÉTUDES DE CAS THÉMATIQUE
DANS LES TERRITOIRES
D'AMIENS MÉTROPOLE,
DU PÔLE MÉTROPOLITAIN
DE L'ARTOIS ET DU PAYS
DE SAINT-OMER**

troisième révolution industrielle REV3 dans les Hauts-de-France

Poids : 4.85 Mo

[Téléchargement](#) [1] [Favoris +](#) [2]



LA 3^{ÈME} RÉVOLUTION INDUSTRIELLE EN HAUTS-DE-FRANCE

Type d'actualites: [Actu de l'IREV](#) [3]

Dates: Mercredi 24 juillet 2024 - 14:00 - Samedi 31 août 2024 - 14:00

Thématiques: [Développement durable](#) [4]

Publié le 04 juillet 2024

URL de la source (modifié le 23/07/2024 - 15:33): <https://www.irev.fr/actualites-0/politiques-de-transition-ecologique-queelles-retombees-economiques-sur-les-territoires>

Liens

[1] <https://www.irev.fr/sites/default/files/atoms/files/etudes-cas-thematique-amiens-metropole-artois-pays-saint-omer.pdf>

[2] <https://www.irev.fr/javascript%3A%3B>

[3] <https://www.irev.fr/taxonomy/term/4314>

[4] <https://www.irev.fr/developpement-durable>

Bannière: